



Face à la polémique générée par le communiqué du ministre porte parole du gouvernement au sujet d'une vidéo insoutenable de soldats exécutant des femmes et enfants , Sismondi Barlev Bidjock, l'une des personnes a qui l'on attribue le mérite d'avoir qualifier la vidéo de « fake-news » s'est aussitôt retrouvé dans l'eau chaude sur les réseaux sociaux

Après avoir été la cible de mauvais commentaires de la part de plusieurs internautes, le journaliste d'investigation a présenté ses excuses

« Sept militaires arrêtés à ce niveau d'enquête pour des exactions sur des civils, notamment des femmes et des enfants massacrés à la kalachnikov ! L'enquête n'est pas terminée, mais de toute évidence, il n'y a plus de doute ! il s'agit donc des nôtres et non des boko haram que j'avais cru identifier dans ladite vidéo ! Cette conclusion ou si l'on veut, à ce niveau de l'enquête on met un terme à un différent profond, où je me suis trompé, mais de bonne foi ! J'assume pleinement cette erreur. Je présente ainsi toutes mes sincères excuses à mes followers et autres personnes ainsi induites en erreur. bon week end ! », a-t-il écrit sur sa page faceook

Outre, Sismondi Barlev Bidjocka, le socio politiste Mathias Eric Owona Nguini était lui aussi monté au créneau en accusant une formation politique, notamment le Mouvement pour la

renaissance du Cameroun (MRC) d'être responsable de cette « manipulation »

Ainsi, le gouvernement camerounais qui, pour un premier temps avait nié l'authenticité de la vidéo a fini par la reconnaître à travers un communiqué rendu public le vendredi 10 août par le ministre Issa Tchiroma Bakary.

L'enquête instruite par le Président de la République a donc conduit à l'arrestation des personnels militaires suivants : Lieutenant de vaisseau Fobassou Etienne. Sergent Bityala Cyriaque Hilaire, Caporal GodweNama Didier Jeannot, Caporal Tsanga, Soldat de 2e classe Donossou Barnabas, Soldat de 2e classe Manasse Jacobai Jonathan, Soldat de 1e classe Ntieche Fewou Ghisiain.